

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le quatorze octobre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du sept octobre deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, M. MOURADOUDI, Mme PONOT ROGER, M. TISSERAND, Mme DE KESLING, M. DELL'OSTE, et Mme BUFFE, Adjoints au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, Mme GILEWSKI, M. MARIE-LUCE, Mme GONCALVES, M. LELOUP, Mme LEFEVRE, M. REZEG, Mme OZTURK, M GUERRAUD, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENHAMED-FAHLA, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, Mme EBOUMBOU, M. MALKIC, , M. GOURDY, M. HEMERY, Mme HUBLET, Mme TORNIN, Mme GALAOU, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, Mme IMA, M. SAVERET,

M. ATTALI, M. SISSOKO, M. PASTOR ont donné respectivement pouvoir à Mme GILEWSKI, M. ALLARD, Mme BLAY.

Absent excusé : M. ABASSI.

Arrivée / départ en cours de séance : Départ de Mme IMA (avant la délibération n°29), sortie de Mme ROUSSEAU (avant la délibération 2) – retour de Mme ROUSSEAU (avant la délibération n°11), sortie de M. COPÉ (avant la délibération 10) – retour de M. COPÉ (avant la délibération n°12), sortie de Mme DE KESLING (avant la délibération 20) – retour de Mme DE KESLING (avant la délibération n°24)

Mme VIELPEAU est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction des Affaires Juridiques
	21/10/2022	22100623	

Objet : Rétrocession du droit au bail commercial du local sis à Meaux, 12-14 rue du Général Leclerc – Choix du cessionnaire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.214-1 à L.214-3 et R. 214-11 à R.214-16,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2010 instaurant le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds commerciaux, les baux commerciaux et les cessions de terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1000 m², situés dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité,

VU le rapport d'analyse du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur du périmètre déterminé pour l'instauration de droit de préemption des fonds artisanaux, commerciaux, des baux commerciaux et des terrains,

VU l'avenant au rapport d'analyse du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur du périmètre retenu et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale annexé à la délibération n°12060740 en date du 21 juin 2012,

VU la décision n°2021-142 du 27 mars 2021 par laquelle la Ville de Meaux a décidé d'exercer son droit de préemption à l'encontre du fonds de commerce, pour un local situé au sein de l'immeuble sis à Meaux, 12-14 rue du Général Leclerc, cadastré section BS numéro 145 et BS 146,

VU l'acte du 10 mai 2021 actant l'acquisition par la Ville de Meaux du fonds de commerce pour le local sis à Meaux, 12-14 rue du Général Leclerc,

VU l'avis du Service local du Domaine n°2022-77284-53649bis du 27 septembre 2022 fixant l'estimation de la valeur vénale du droit au bail commercial,

VU la délibération n°20122920 du 17 décembre 2021 ayant approuvé le cahier des charges proposant la rétrocession du droit au bail commercial relatif au local sis 12-14 rue du Général Leclerc à Meaux au prix 40 000 € frais d'acte en sus et autorisé le Maire à lancer la procédure d'appel à candidatures aux fins de rétrocession,

VU le cahier des charges de rétrocession du droit au bail commercial relatif au local sis 12-14 rue du Général Leclerc à Meaux,

VU la procédure d'appel à candidatures,

VU l'avis de rétrocession affiché en Mairie durant 15 jours,

VU la candidature en date du 12 janvier 2022 de la société TI'DOBY, représentée par ses gérants Monsieur MOKRI et Madame PIQUET,

VU le courrier recommandé du 18 mars 2022 par lequel la Ville a sollicité l'accord de la SCI PLATEAU FITOUSSI, bailleur,

VU l'ordonnance du 24 août 2022 rendue par le Juge des Référé constatant le désistement d'instance et d'action de la SCI PLATEAU-FITOUSSI, bailleur,

VU l'accord du bailleur en date du 5 octobre 2022,

CONSIDÉRANT que le projet de Monsieur MOKRI et de Madame PIQUET, gérants de la société TI'DOBY, actuellement occupante via une convention d'occupation précaire, est la pérennisation d'un concept store tendance et actuel proposant des articles haut de gamme touchant à l'univers complet de la femme (prêt-à-porter, maroquinerie, cosmétique, maison, objets de décoration, vaisselle...) par l'acquisition du droit au bail commercial du local,

CONSIDÉRANT que cette activité est complémentaire à l'offre existante du cœur de ville,

CONSIDÉRANT que ce projet participe de la dynamisation du commerce en centre-ville et qu'il convient donc de rétrocéder le droit au bail commercial susvisé à la société TI'DOBY, représentée par Monsieur MOKRI et Madame PIQUET, gérants, moyennant le prix de 40 000€ frais d'acte en sus,

OUI M. LELOUP, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité

Madame VIELPEAU ne prend pas part au vote

AUTORISE la rétrocession du droit au bail commercial portant sur le local commercial sis à Meaux, 12-14 rue du Général Leclerc, cadastré section BS numéros 145 et 146, moyennant le prix de 40 000€ frais d'acte en sus, à la société TI'DOBY, gérée par Monsieur MOKRI et de Madame PIQUET, dont le siège social est 12-14 rue du Général Leclerc à Meaux, immatriculée au RCS de Meaux sous le numéro 851 223 792, actuellement occupante dudit local via une convention d'occupation précaire, pour l'installation d'un concept store tendance et actuel proposant des articles haut de gamme touchant à l'univers complet de la femme (prêt-à-porter, maroquinerie, cosmétique, maison, objets de décoration, vaisselle...),

AUTORISE le Maire à signer tout acte à intervenir dans le cadre de cette rétrocession.

Le Maire,



Jean-François COPÉ

La Secrétaire de séance,

Emmanuelle VIELPEAU